

D 873 EL SALVADOR: LE DIALOGUE DIFFICILE

L'impasse militaire continue d'être totale en El Salvador. Les communiqués de victoire du gouvernement comme ceux des insurgés sont, de ce point de vue, significatifs. S'il y a un certain avantage militaire, il se trouve du côté du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). En octobre 1982, au lendemain des élections de mars précédent, le FDR-FMLN avait officiellement fait une proposition de dialogue au gouvernement Magaña (cf. DIAL D 815). La réponse de celui-ci avait été négative. Depuis, un élément politique nouveau a surgi: l'existence d'une diplomatie proprement latino-américaine. Le "Groupe de Contadora" en effet, constitué par la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela, a entrepris des démarches de paix pour débloquer la situation en Amérique centrale (cf. DIAL D 865). Par ailleurs le gouvernement salvadorien a nommé une "Commission de paix", constituée d'un évêque, d'un diplomate et d'un homme politique. C'est dans ce contexte légèrement plus favorable que l'opposition salvadorienne vient de lancer au gouvernement un nouvel appel au dialogue. Nous en donnons ici le texte.

Note DIAL

PROPOSITIONS DU FDR-FMLN
POUR UNE SOLUTION POLITIQUE

Nos fronts ont, durant ces trois dernières années, montré la nécessité d'une solution politique pour le conflit salvadorien. A nos propositions de dialogue, le gouvernement d'El Salvador et l'administration Reagan ont répondu par le refus et accru la répression ainsi que l'intervention militaire et politique contre notre peuple.

Aujourd'hui, devant l'évidence de l'avancée militaire et politique des forces démocratiques et révolutionnaires du peuple salvadorien, et suite à la pression internationale croissante en faveur d'une solution politique, nos ennemis prétendent avoir revêtu le manteau du dialogue. Mais les paroles de conciliation ne peuvent cacher la réalité tragique d'un gouvernement salvadorien ne pouvant se maintenir que sur la base du terrorisme d'Etat et grâce au soutien du gouvernement nord-américain lequel augmente son aide militaire et en vient progressivement à assumer directement la conduite de la guerre en El Salvador et en Amérique centrale.

Les cinq points

Face à cette situation, en tant que FDR-FMLN, nous réaffirmons notre volonté de combattre jusqu'à l'obtention de l'indépendance nationale, de la justice et de la paix pour notre peuple. En même temps nous faisons savoir que notre politique de dialogue et de négociation est toujours en vigueur. C'est pourquoi nous proposons les points suivants comme base d'un règlement politique du conflit:

1. L'objectif central est la restauration de la souveraineté nationale et la mise en oeuvre d'une solution juste, permettant de mettre un terme à l'actuel état de guerre qui nous est imposé, garantissant à tous les Salvadoriens une société indépendante, démocratique et juste, et favorisant la vie pacifique des peuples centro-américains.

2. Un tel objectif pourra être atteint moyennant un dialogue direct et sans conditions préalables entre les parties en conflit, dialogue au cours duquel les problèmes de la société salvadorienne seront abordés de façon globale, avec la collaboration de tous les secteurs soucieux de paix et de justice.

3. Nous considérons que les parties directement impliquées dans le conflit sont, d'une part, les gouvernements d'El Salvador et des Etats-Unis ainsi que, d'autre part, le Front démocratique révolutionnaire et le Front Farabundo Marti de libération nationale. Même si le conflit a ses racines dans l'injustice et la répression dont le peuple est victime, l'intervention grandissante du gouvernement du président Reagan est telle que la paix, la justice et l'indépendance ne seront pas possibles en El Salvador tant que durera la politique militariste et interventionniste de ce gouvernement.

4. Dans la recherche d'une solution politique, l'alliance des forces démocratiques et révolutionnaires, telle qu'elle s'exprime dans le FDR-FMLN, est partie constitutive et indivisible. Toute recherche de solution à la crise en dehors de l'un de nos Fronts n'est pas seulement inviable, mais totalement exclue par le FDR et le FMLN comme étant une manoeuvre de division.

5. Le dialogue appelle nécessairement, selon nous, la participation de tiers pour y tenir le rôle de bons offices et de témoins. C'est pourquoi nous estimons opportun que le dialogue soit conduit dans le cadre d'une instance propre à permettre aux parties en conflit de se rencontrer dans un climat de confiance et de sécurité.

Proposition

C'est sur cette base que nous proposons l'ouverture d'un dialogue ordonné à une négociation réelle entre le FDR-FMLN d'une part, et les gouvernements des Etats-Unis et d'El Salvador d'autre part.

Un tel dialogue pour une telle négociation doit s'ouvrir dans le cadre d'une instance de confiance, constituée par des gouvernements ouvertement et effectivement favorables à une solution politique du conflit.

Ceci étant posé, voici ce que nous pensons et estimons des diverses initiatives actuellement existantes.

L'envoyé spécial de Reagan

Nous considérons M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan pour l'Amérique centrale, comme le représentant d'une des parties directement impliquées dans la guerre, et non comme un médiateur. Le rôle que joue l'administration nord-américaine dans le soutien économique, politique et militaire du régime salvadorien, ainsi que son contrôle croissant des décisions du gouvernement dans notre pays font du gouvernement de M. Reagan une partie belligérante s'affrontant directement au FDR-FMLN.

C'est dans ce sens que nous nous sommes adressés par écrit à M. Stone pour lui proposer d'ouvrir un dialogue direct nous permettant de discuter des voies menant à une solution politique. Nous lui avons proposé que ce dialogue s'ouvre sur le territoire des Etats-Unis et en présence de membres du Congrès de ce pays à titre de témoins. Pour cela nous avons confié à la commission politique et diplomatique du FDR-FMLN le soin de mener à bien ce processus de dialogue.

La Commission de paix

Pour ce qui est de la Commission de paix nommée par le président Alvaro Magaña, nous avons eu connaissance de son appel à la réflexion et au dialogue adressé publiquement au Front démocratique révolutionnaire.

Sur ce point, tout en réaffirmant notre volonté de dialogue sans conditions préalables, nous demandons au gouvernement d'El Salvador de préciser les points suivants:

- la Commission de paix représente qui? Nous savons qu'elle est le résultat d'un pacte entre partis politiques dont l'un, l'ARENA, a déclaré publiquement que dialoguer avec nous c'est trahir la patrie. Nous savons que ses membres ont été nommés par le président de la République: un évêque, un diplomate en retraite et le chef d'un petit parti politique de la coalition gouvernementale. Est-ce que la commission représente les partis politiques? Tous les partis politiques? Le gouvernement? Qui donc?
- Quels sont les pouvoirs de la Commission de paix? Est-ce un intermédiaire entre le gouvernement d'El Salvador et nous, ou a-t-elle des pouvoirs réels pour discuter et parvenir à un accord sur des points essentiels? L'absence en son sein des vraies forces politiques et militaires donne à penser qu'elle est un instrument de médiation.
- Cette initiative d'une telle commission est-elle le signe d'un changement dans l'attitude de refus qui est celle du gouvernement face à notre proposition de dialogue d'octobre 1982?

Une réponse claire aux questions ci-dessus est nécessaire pour que puissent s'ouvrir des conversations sur des bases sûres et définies, de façon à éviter les manipulations malintentionnées d'une affaire aussi sérieuse et urgente que la recherche de la paix par la voie du dialogue et de la négociation. Dans cette perspective, nous rejetons catégoriquement toute tentative de séparation de nos fronts: le FDR et FMLN sont alliés et, comme tels, nous sommes disposés à rechercher une solution politique.

Vers l'avenir

En tant que FDR-FMLN, nous avons toujours soutenu que l'ouverture et la poursuite d'un dialogue effectif impliquent des tiers à titre de bons offices et de témoins.

Dans le passé, nous avons accepté et encouragé les initiatives que divers gouvernements et forces sociales ont tenu à prendre. Nous avons récemment fait savoir que les quatre gouvernements latino-américains, connus sous le nom de Groupe de Contadora, pourraient constituer le cadre fiable dans lequel les parties en conflit seraient susceptibles de mener le processus de dialogue et de négociation.

La résolution récente du Conseil de sécurité des Nations-Unies, en mettant sa confiance dans les efforts du Groupe de Contadora, est venue renforcer notre conviction sur ce point. C'est pourquoi nous avons dit que nous sommes intéressés à ce que les ministres des relations extérieures de Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela abordent le problème salvadorien et mettent en place des mécanismes propres à permettre que les parties en conflit ouvrent un dialogue constructif. Nous continuons de dire - sans exclusion d'autres initiatives de bons offices qui se présenteraient - que les perspectives originales du Groupe de Contadora sont une base réaliste et objective pour parvenir à la paix en El Salvador, et que le cadre qu'il offre peut être le lieu approprié de cette entreprise.

le 5 juin 1983

Commandement général du
Front Farabundo Marti de libération nationale

Comité exécutif du
Front démocratique révolutionnaire

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441